www.plan-international.fr

MARIAGE D'ENFANTS, EXCISION, HARCÈLEMENT :
LES FILLES N'ONT PAS DIT OUI

PLAN INTERNATIONAL

Avec et pour les enfants

DOSSIER DE PRESSE – JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES
11 OCTOBRE 2022

© Plan International

MARIAGE D'ENFANTS, EXCISION, HARCÈLEMENT : LES DROITS DES FILLES ENCORE BAFOUÉS

10 ans après la première Journée internationale des droits des filles, instaurée par l'ONU grâce au travail de Plan International, le constat reste accablant : en France et dans le monde, les droits des filles demeurent bafoués. Cette année, l'ONG Plan International France alerte sur le non-respect du consentement des filles. Ces dernières continuent d'être confrontées aux pires discriminations : violences sexistes et sexuelles, harcèlement de rue et en ligne, excision et mariage d'enfants.

« Le mariage d'enfants est l'une des violences les plus graves et meurtrières que risquent les filles dans le monde ! »

Violaine Gagnet,
directrice des programmes de l'ONG Plan International France

LES CRISES METTENT EN DANGER LES FILLES

Le Covid-19, l'insécurité alimentaire, les conflits, le changement climatique… : ces crises à répétition aggravent les violences faites aux filles.

Doublement discriminées à cause de leur âge et de leur genre, les filles sont les premières à voir leurs droits mis à mal en situation d'urgence. Dans les zones de conflits, 90 % des adolescentes risquent de ne plus aller à l'école.

Déscolarisées, sans protection et livrées à elles-mêmes, les filles courent un risque accru de violences sexistes et sexuelles, de mariages d'enfants et de grossesses précoces.

PLAN INTERNATIONAL
Avec et pour les enfants

DOSSIER DE PRESSE
JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES 2022

LE MARIAGE DES FILLES : UNE VIOLATION DE LEURS DROITS ET DE LEUR CONSENTEMENT

Dans le monde, les filles et les femmes représentent plus de 2/3 des mariages forcés :
1 fille sur 5 a été mariée avant l'âge de 18 ans.

En 10 ans, les mariages d'enfants ont diminué de 15 %, mais cette baisse concerne particulièrement l'Asie du Sud et du Sud-Est.
À l'inverse, l'Afrique subsaharienne connaît une aggravation de la situation : aujourd'hui, 1 enfant marié sur 3 habite cette région du monde, contre 1 enfant sur 5 il y a 10 ans. L'Afrique de l'Ouest et centrale compte 6 des 10 pays où **la prévalence du mariage des enfants** est **la plus élevée** au monde.

La pauvreté, les pratiques traditionnelles et les inégalités de genre perpétuent les mariages précoces et forcés. Sur le continent, des disparités importantes existent entre les pays et résultent des différences de niveaux socio-économiques, mais également des législations mises en place par les États.

Par ailleurs, les multiples conflits et crises exposent encore plus fortement les adolescentes aux pratiques néfastes. Dans les zones affectées par la sécheresse en Éthiopie, la crise alimentaire provoque une explosion des mariages d'enfants : + **119 %**.

CRIMINALISATION DES MARIAGES D'ENFANTS

La criminalisation du mariage d'enfants par les États se révèle être l'une des principales solutions pour éradiquer cette pratique. Cependant, ces mesures demeurent insuffisantes : la loi n'est pas toujours appliquée ou inscrite dans le droit coutumier et les sanctions restent faibles. Mettre fin à au mariage d'enfants passe également par un changement des mentalités.

LES MARIAGES D'ENFANTS ONT ÉTÉ INTERDITS

DANS + DE **10** PAYS GRÂCE À PLAN INTERNATIONAL

2016
- ZIMBABWE

2017
- SALVADOR
- NIGER
- HONDURAS
- GUATEMALA
- MALAWI

2019
- TANZANIE
- MOZAMBIQUE

2021
- RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

2022
- PHILIPPINES

PRÉSENCE EXCEPTIONNELLE DE CES MILITANTES À PARIS DU 7 AU 12 OCTOBRE : RENCONTRES & INTERVIEWS

RIMI, 17 ANS, MILITANTE DU BANGLADESH (ANGLOPHONE*)

« AU BANGLADESH, PLUS DES ¾ DES FILLES ET DES FEMMES SONT CONFRONTÉES À DES VIOLENCES : JE VEUX AGIR POUR METTRE FIN À CE FLÉAU »

S'opposer aux mariages d'enfants est inscrit dans les gênes de Rimi. Le jour où une de ses camarades de classe d'à peine 15 ans quitte l'école pour être mariée de force par sa famille, les parents de Rimi s'indignent et alertent la police. Au Bangladesh, naître fille, c'est affronter les discriminations liées au genre : 59 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant 18 ans, soit plus de 4,3 millions de filles. Face à cette situation dramatique, la jeune militante se bat aux côtés de sa mère, institutrice, pour changer les mentalités dans leur communauté. Véritable exemple de militantisme, elle lutte pour que les filles de son école aient accès à des toilettes séparés et qu'elles connaissent leurs droits en matière de sexualité.

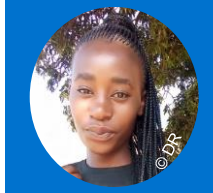
Désormais élue au Parlement des enfants du Bangladesh, Rimi présente ses recommandations contre le cyber-harcèlement des enfants et des jeunes filles à la ministre de l'Éducation. Devenue un véritable rôle-modèle pour sa communauté, Rimi montre qu'il est possible de changer les choses à 17 ans.

DORCAS, 21 ANS, ACTIVISTE DU TOGO (FRANCOPHONE)

« CHAQUE VICTIME DE VIOLENCES POURRAIT ÊTRE UNE DE MES PETITES SŒURS : POUR ÉVITER CELA, IL FAUT IMPÉRATIVEMENT CHANGER LES MENTALITÉS ! »

Dorcas fait partie de cette jeunesse qui influence sa génération. Aînée d'une fratrie de 3 filles, pionnière de l'engagement dans sa famille, elle représente une figure d'inspiration pour ses petites sœurs. Aujourd'hui, c'est avec elles qu'elle milite contre les violences faites aux filles et aux femmes au Togo. Étudiante en médecine, elle se rend compte à l'occasion d'un stage à l'hôpital des violences engendrées par les stéréotypes de genre.

Élue en 2020 « jeune femme leader du Togo », pays où 25 % des filles sont encore mariées avant l'âge de 18 ans, Dorcas reste convaincue que les mentalités doivent changer à tous les niveaux de la société. Pour cela, elle n'hésite pas à engager le dialogue avec les leaders traditionnels, religieux et politiques. Animatrice de l'émission télé « Les jeunes en parlent » sur la chaîne SOS Docteur TV, Dorcas veut mettre fin aux tabous et sensibiliser les jeunes femmes aux dangers des mariages d'enfants. Plus tard, elle souhaite devenir oncologue pour mieux soigner et accompagner les femmes atteintes par le cancer.



EDNA, 19 ANS, TÉMOIN DE ZAMBIE (ANGLOPHONE*)

« À 16 ANS, MES GRANDS-PARENTS M'ONT MARIÉE DE FORCE À UN HOMME QUI AVAIT LE DOUBLE DE MON ÂGE »

1 fille sur 3 : c'est la proportion de filles mariées avant l'âge de 18 ans en Zambie. Edna, 19 ans, grandit dans le district de Chadiza, à l'Est du pays, où plus de 60 % des filles restent mariées de force avant leur majorité. Abandonnée par ses parents avec ses 4 frères et sœurs, elle est élevée par ses grands-parents. Ces derniers considèrent que la place des garçons est à l'école alors que celle des filles reste au foyer. Alors qu'elle vient d'avoir 16 ans, sa famille décide de la déscolariser pour la marier à un homme de 31 ans. Violée, maltraitée et exploitée, Edna parcourt tous les jours des dizaines de kilomètres, parfois pieds-nus, afin de rapporter de l'eau. Après 6 mois de calvaire – où elle échappe de peu à une grossesse précoce – elle s'enfuit. Seule et sans ressources, elle rencontre une femme qui la met en contact avec Plan International. Edna intègre le programme *Champions of Change.*

« Grâce au programme Champions of Change, j'ai découvert que j'avais des droits qui devaient être respectés. Le mariage que j'ai subi est une violation de mon intégrité ». Pour Edna, connaitre ses droits signifie pouvoir décider pour soi-même et ne plus jamais voir son consentement nié.

Edna s'engage maintenant auprès de sa communauté pour raconter son histoire et pour sensibiliser les filles, les parents, ainsi que les leaders traditionnels, aux conséquences terribles des mariages d'enfants. Le changement de mentalités doit s'effectuer à tous les niveaux de la société. Par ses actions, la militante rappelle aux adolescentes que l'éducation reste l'arme principale de leur émancipation.

« *Grâce à moi, 15 adolescentes qui devaient être mariées ont pu retourner sur les bancs de l'école.* » Edna, elle aussi, a repris sa scolarité et espère obtenir une bourse pour étudier la médecine à l'université.

*Interprètes disponibles

LES FILLES ENGAGÉES CONTRE LES MARIAGES D'ENFANTS ET CONTRE LES VIOLENCES DE GENRE

LE PROGRAMME 18+

Le programme 18+ agit auprès des communautés locales du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe pour mettre fin aux mariages d'enfants.
À travers divers groupes de discussions, filles et garçons sont sensibilisé·e·s aux dangers de cette pratique néfaste. Les jeunes militant·e·s mènent des actions de plaidoyer auprès des leaders traditionnels et auprès des pouvoirs publics. L'objectif : faire changer les mentalités et mettre en place une législation qui interdit les mariages d'enfants.

Le programme 18+ au Malawi en vidéo :

LYNN CHINENE

RESPONSABLE RÉGIONALE DU PROGRAMME 18+
PLAN INTERNATIONAL ZAMBIE

En Zambie, les mariages d'enfants affectent-ils les filles ?

En Zambie, comme sur le reste du continent africain, les mariages d'enfants frappent en grande majorité les filles. 1 fille sur 3 est mariée avant l'âge de 18 ans. On constate cependant de fortes disparités entre les zones urbaines et rurales. Dans les provinces reculées de l'Est du pays, 60 % des filles sont mariées avant leurs 18 ans, soit le double de la prévalence nationale.

Pourquoi les filles sont-elles mariées si jeunes ?

La pauvreté constitue un facteur déterminant. Plus de 50 % de la population en Zambie vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 $ par jour. La dot des filles constitue une source de revenus. Au-delà de l'aspect financier, la pratique du mariage d'enfants reste profondément enracinée dans la société et les mentalités. Traditionnellement, les adolescentes pubères sont considérées comme « prêtes » à être mariées. Certaines croyances encouragent les veufs à s'unir avec de très jeunes filles afin de se purifier.

Quelles sont les conséquences des mariages précoces ?

Les conséquences sur la vie des filles sont catastrophiques ! Les mariages d'enfants entraînent de nombreuses grossesses précoces, qui constituent la 2ème cause de décès des adolescentes entre 15 et 19 ans. Cette pratique les expose davantage aux risques de violences physiques, psychologiques et sexuelles. Les filles mariées abandonnent l'école plus jeunes, ce qui perpétue le cercle vicieux de la pauvreté.

Comment le programme 18+ lutte-t-il contre ce fléau ?

Ce programme mené par Plan International dans toute l'Afrique de l'Est et du Sud encourage les échanges sur les mariages d'enfants, les grossesses précoces et l'excision entre les jeunes générations de militant·e·s, les leader traditionnels et les institutions publiques. Nous exhortons les décideurs et décideuses politiques à criminaliser le mariage d'enfants et à veiller à l'application de la loi. Si rien n'est fait : 150 millions de filles âgées de moins de 18 ans seront mariées d'ici 2030 !

LE 11 OCTOBRE, LES FILLES SONT DEBOUT POUR DIRE STOP !

Aujourd'hui, les filles ne décident toujours pas pour elles-mêmes. Notre conviction : aucune décision à l'égard de leur vie ne peut être prise sans leur consentement et encore moins à leur place. Et parce que pour décider, il faut comprendre et donc avant tout apprendre, parce que le respect et l'égalité s'enseignent et se transmettent, Plan International France place l'éducation au cœur de ses combats.

Les demandes de l'ONG Plan International France aux gouvernements :

- La mise en application de la loi et d'un programme scolaire d'éducation complète à la sexualité et contre le sexisme.
- La mise en œuvre de législations et de sanctions efficaces pour combattre les mariages d'enfants avec un âge minimum légal de fixé à 18 ans.
- Une meilleure protection des mineures sur Internet et la mise en place de programmes d'éducation au numérique.
- L'instauration de campagnes de sensibilisation contre le harcèlement et de mesures pour favoriser la sécurité des filles dans la rue.
- L'adoption et l'application d'une législation qui interdit et sanctionne toutes formes de mutilations génitales féminines.

DISPONIBLES POUR INTERVIEW :

Les porte-parole Plan International France :

- Anne Bideau, directrice générale, francophone
- Violaine Gagnet, directrice des programmes, francophone
- Julie Gayet, ambassadrice de l'ONG, francophone
- Lynn Chinene, responsable régionale des programmes de lutte contre les mariages d'enfants, anglophone

Les témoins :

- Militantes du Bangladesh, du Togo et de Zambie

PLAN INTERNATIONAL
Avec et pour les enfants

DOSSIER DE PRESSE
JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES 2022

ÉVÈNEMENT

ON N'A PAS DIT OUI !

Julie Gayet, nouvelle ambassadrice de Plan International France, et 50 filles se tiennent debout : une action choc pour dire non aux violences et pour exiger le respect du consentement des filles.

Cet évènement exceptionnel se déroule en présence d'organisations partenaires : Le Planning familial, En avant toutes, les Apprentis d'Auteuil, Pas ta potiche, Stop Fisha, La Voix de l'enfant, la Fédération GAMS, Hands Away… Nos ambassadrices Julie Gayet et Ophélie Guillermand et notre ambassadeur Juan Arbelaez ainsi que de jeunes survivantes et militantes venues du Togo, de Zambie, du Bangladesh et de France se joignent à la mobilisation pour raconter leur histoire et dire STOP.

STOP au harcèlement de rue, STOP au harcèlement en ligne, STOP à l'excision, STOP aux mariages forcés : tout ce à quoi on ne peut consentir librement. OUI au droit d'aller à l'école, OUI à une éducation complète à la sexualité, OUI à une éducation contre le sexisme à l'école et OUI au droit de disposer de son corps !

Mardi 11 octobre à 13h
Place de l'Hôtel de Ville à Paris.

CONTACTS

Juliette Bénet : juliette.benet@plan-international.org / +33 6 50 10 10 85

Clara Saam : clara.saam@plan-international.org / +33 7 86 45 12 10

À PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE

Exiger l'égalité entre les filles et les garçons et le respect de leurs droits fondamentaux, c'est garantir un monde plus juste et durable.
Depuis sa création en 1993, l'ONG Plan International France lutte pour faire respecter les droits des enfants, en particulier ceux des filles. En contexte de développement ou en situation d'urgence, Plan International France intervient en Asie, en Afrique et en Amérique latine et accompagne les enfants ainsi que leurs communautés grâce à des solutions durables et adaptées à leurs besoins.
Pour mettre en œuvre ses programmes, l'ONG peut compter sur une communauté fidèle et engagée de 32 000 marraines et parrains et de plus de 40 000 donateurs et donatrices, sur les entreprises engagées à ses côtés, ainsi que sur des subventions publiques.
L'ONG Plan International France mène également, en France, un travail de plaidoyer auprès des décideurs et décideuses politiques ou institutionnel·le·s.

PLAN INTERNATIONAL
Avec et pour les enfants

PLUS D'INFORMATIONS :
www.plan-international.fr